Le Droit

"L'avenir est à ceux qui luttent"

Journal indépendant en politique et totalement dévoué aux intérêts de l'Eglise et de la Patrie.

Fondé le 27 mars, 1913

Publié par le Syndicat d'Oeuvres Sociales (Ltée)

SIEGE SOCIAL: 98, RUE GEORGES

Services télégraphiques: PRESSE CANADIENNE, PRESSE ASSOCIEE et AGENCE HAVAS

Correspondants dans les principales villes et les campagnes.

Membre de l'Audit Bureau of Circulation et de l'Association Canadienne des Quotidiens.

ABONNEMENTS

Quotidien	
Ottawa, Hull, par poste	$ 7.50
Union postale	12.00
Etats-Unis	8.00
Canada	5.00
Hebdomadaire	
Canada	$1.50
Etats-Unis et Union Postale	$2.50

LUNDI, 19 JANVIER 1941

Une victoire de l'autonomie provinciale

A la conférence récente d'Ottawa, la centralisation a subi un échec. — Les premiers ministres d'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie britannique font triompher l'autonomie provinciale. — L'attitude de M. Hepburn a été, en particulier, un facteur important dans ce succès.

L'échec de la conférence interprovinciale est une victoire de l'autonomie provinciale sur les centralisateurs. On comprend leur déception. Ils comptaient, à la faveur de la guerre, réduire financièrement les provinces à l'état de vassales du pouvoir central. Pour le moment, ils ont manqué leur coup. Il ne s'ensuit pas que la lutte entre les partisans de l'autonomie provinciale et ceux de la centralisation est terminée. La partie est simplement remise. Tôt ou tard, elle reprendra.

De la victoire remportée la semaine dernière par les partisans de l'autonomie provinciale, les trois artisans sont l'honorable Mitchell Hepburn, premier ministre d'Ontario, l'honorable T.-D. Pattullo, premier ministre de la Colombie britannique, et l'honorable William Aberhart, premier ministre de l'Alberta. C'est à eux que l'on doit d'avoir fait rater le coup monté contre l'autonomie des provinces.

Le premier ministre d'Ontario a joué un rôle prépondérant. Représentant la plus importante et la plus riche province du Canada, M. Hepburn, par son attitude franche et irréductible, a contribué, plus que tout autre, à cette victoire. Il a joué le rôle de leader du groupe des provinces qui défendirent l'autonomie provinciale contre les menées des centralisateurs. MM. Pattullo et Aberhart, cependant, il faut hautement le reconnaître, ont secondé habilement le premier ministre d'Ontario.

M. Hepburn ne s'est pas contenté de revendiquer, en général, l'autonomie provinciale, qu'il croyait à bon droit compromise par les recommandations du rapport Sirois. De tous les premiers ministres des provinces anglo-canadiennes, il a été le seul à prendre la défense des droits minoritaires du Québec. "Nous fermer les yeux à l'évidence, dit-il, serait ne pas être juste à l'égard du Québec, surtout quand, d'après ce marché, selon les meilleures autorités constitutionnelles auxquelles j'ai pu avoir accès, la province de Québec et nous-mêmes devrons renoncer en faveur de l'autorité centrale aux droits et privilèges que nous accorde l'Acte britannique de l'Amérique du Nord. J'affirme que, tant que moi-même et mes collègues nous aurons un mot à dire dans la politique d'Ontario, et tant que l'acte constitutionnel existera dans sa forme actuelle, acte qui ne saurait être amendé à volonté par un gouvernement de passage à Ottawa, nous formerons un bloc solide avec la province-soeur du Québec si ses droits minoritaires sont menacés. Sur cette fondation saine de l'unité nationale, nous sommes aussi fermes que le rocher de Gibraltar. Jouer avec l'oeuvre de toute une vie de sir Wilfrid Laurier et sir John-A. Macdonald serait un acte de vandalisme."

Lorsque le premier ministre d'Ontario prit cette attitude, soyons certains qu'il parlait avec sincérité. Depuis qu'il est chef du gouvernement ontarien, M. Hepburn a prouvé qu'il savait comprendre les justes aspirations de la minorité française de sa province. Les Canadiens de langue française sont heureux d'avoir eu, en la personne du premier ministre de l'Ontario, un aussi courageux défenseur, à la conférence interprovinciale.

Si MM. Hepburn, Pattullo et Aberhart n'avaient pas agi, comme ils l'ont fait, le premier ministre de la province de Québec aurait été placé dans une situation délicate. Forcé en ses derniers retranchements, M. Godbout aurait été placé dans la désagréable alternative de condamner le rapport Sirois, auquel ses amis politiques d'Ottawa étaient favorables et en lequel ils ne voyaient aucune menace à l'autonomie québecoise, ou d'approuver ce rapport, auquel l'opinion publique du Québec est hostile. Dans le premier cas, le Québec risquait d'être accusé, à tort dans les provinces anglo-canadiennes, une fois de plus, de s'opposer à l'effort de guerre, et M. Godbout mécontentait ses amis politiques d'Ottawa. Dans le second, le premier ministre du Québec affaiblissait son prestige politique en sa province où l'hostilité au rapport était très forte ,et il faisait le jeu de l'opposition politique. Par leur attitude, MM. Hepburn, Pattullo et Aberhart ont rendu un précieux service à M. Godbout, en le tirant d'une situation difficile. Ils ont également bien servi l'union nationale par leur opposition à une mesure qui l'aurait certainement affaiblie en un temps où cette union est si nécessaire.

Camille L'HEUREUX

BILLET

Le salut au drapeau

N'ayez crainte: ce billet n'embouchera pas la trompette. Mais il n'en rappellera pas moins une habitude que nous devons savoir prendre, une bonne fois pour toutes.

—Ce style est d'une lourdeur, ô Bayard!

—J'en conviens, je l'avoue. C'est que le sujet est délicat. Il s'agit de dénoncer un tout petit défaut, ce qui nous horripile. Nous nous montrons moins enragés, quand on nous tombe sur le dos pour des vices réels. Ne vous l'ai-je pas démontré: nous vivons dans un monde mal fait.

—De quoi s'agit-il?

—Cette interogation à la Foch me confusionne, comme on dit en patois moderne. Je vais donc m'"explicationner":

Eh bien, vous jurè-je, ce qui n'est pas joli à voir, c'est le spectacle de trois cents congressistes, à la première note de l'hymne national. On dirait un sauve-qui-peut, tant l'on met de hâte à s'habiller. Si la mode des vestiaires nous était familière, comme dans les temples protestants un peu sélects, ce serait une course aux guichets. Cependant, que le reste de l'auditoire s'époumonnerait à chanter: Nous sommes nés d'une race fière . . .

— . . . .

—Voilà l'objet d'un procès que le bons sens fera un jour prochain à notre race.

(Sur ce, mon voisin est demeuré coi comme un témoin à la dernière Conférence.)

Oui, il en est ainsi, nous ne savons pas respecter notre hymne national et, si nous avions un drapeau, c'est à se demander comment nous le traiterions.

Le mal serait sans remède si, de nos jours, l'école ne s'ingéniait à enseigner comment chanter cet hymne et à saluer l'un des cent drapeaux adoptés ici et là.

Voici, comme exemple, ce qui s'est passé en la bonne ville de Québec:

On a enseigné le "salut au drapeau" à des jeunes, puis on a insisté devant eux sur la manière de chanter, immobile, le corps et la tête droite, les bras pendants et l'oeil fier, notre chant national "O Canada", manière adoptée pour le chant de l'hymne national par tous les peuples soucieux de leur dignité.

Et c'est justement ce qu'il faudrait faire comprendre à nos foules canadiennes, les plus insensibles qui soient aux paroles et à la musique de notre hymne national. Mais rien que de penser à la nécessité d'enseigner une chose si simple, est-ce que c'est pas à faire enrager le mouton de la St-Jean-Baptiste?

Cet enseignement se fait aujourd'hui dans nos écoles franco-ontariennes, au moins dans les grandes écoles. Le "salut au drapeau" est à la fois action et paroles. Peu à peu, nos enfants apprennent des mots qui donnent le son d'un idéal canadien, et une attitude plus honorable que celle de chiens couchants. Espérons que dans dix ans, nous sera épargné le vilain spectacle donné à la clôture de nos moindre réunions: une fuite qui ressemble à celle de ces pauvres fascistes de Bardia et de Si-Barrani!

BAYARD

AU JOUR LE JOUR

M. le notaire Sirois

Le mort de M. le notaire Sirois, presque au lendemain du fiasco de la conférence fédérale-provinciale convoquée pour étudier et adopter les recommandations d'une commissoin dont il était le président et d'un rapport à la rédaction duquel il avait consacré les derniers mois de sa vie, a quelque chose d'émouvant et même de tragique. Bien que sa santé fût fortement ébranlée, le dénouement fatal n'était pas sitôt attendu.

Le défunt jouissait d'un grand prestige que lui avaient acquis son talent, sa probité et sa vaste culture. Il était reconnu partout comme une très haute autorité en matière de droit constitutionnel et administratif. En 1907, la publication d'une thèse sur "la forme du testament", lui valut le titre de docteur en droit. Il était professeur de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'université Laval et secrétaire de cette faculté.

Le défunt fut appelé à remplir des fonctions administratives très importantes par les gouvernements de la province de Québec et du Dominion. Il fut membre de la commission créée il y a plusieurs années déjà par la province pour l'étude des droits civils de la femme. Plus récemment, il était nommé membre de la commission provinciale du rachat des rentes seigneuriales.

Le gouvernement canadien fit bientôt appel à sa vaste science juridique et à ses talents en l'appelant à siéger à la commission créée pour l'étude des relations des provinces avec le Dominion. Cette commission était alors présidée par l'hon juge Rowell. Ce dernier ayant donné sa démission, M. le notaire Sirois fut nommé président de l'organisme. Tous récemment, il fut nommé président de la commission canadienne d'assurance-chômage, nomination qui fut accueillie partout avec joie.

A la dernière séance de la conférence fédérale-provinciale, M. Ernest Lapointe n'avait pas voulu que les délégués se séparent sans que justice ait été rendue aux auteurs du rapport de la commission Sirois. Le ministre de la Justice disait alors: "Les auteurs du rapport, se sont efforcés de faire oeuvre canadienne. Ils n'ont essayé de détruire l'autonomie d'aucune province, non plus que de mettre en danger les droits d'aucune partie du pays. Ils ont fait de leur mieux. Permettez-moi de dire que je suis plus responsable que quiconque du choix de M. Joseph Sirois comme président de la Commission. Je voudrais que mes paroles parviennent jusqu'à son lit de malade. Je veux qu'il sache que ses compatriotes, à travers tout le pays, ne penseront jamais qu'il est le mauvais Canadien que certains critiques du rapport ont déclaré voir en lui ainsi qu'en ses collègues."

L'échec de la conférence ne met nullement en cause l'honnêteté et la sincérité des auteurs du rapport, pas plus de M. Sirois que des autres. Aussi tout le monde peut souscrire à cet hommage que M. Mackenzie Kink vient de rendre au défunt: "Depuis longtemps, il était universellement connu dans la province de Québec et il avait reçu les plus grands honneurs. En ces dernières années, sa réputation s'était étendue au-delà des limites de cette province. Sa science et ses travaux en avaient fait une figure nationale.

"Son travail à la commission qui porte son nom perpétuera son souvenir. Son savoir, son tact et son caractère sympathique étaient une inspiration pour ses collègues de la commission et pour tous ceux qui travaillaient avec eux."

Le rapport Sirois, quoi qu'il advienne de ses conclusions et de ses recommandations, demeure un travail de vaste envergure qui fait honneur à ceux qui ont été chargés de l'entreprendre et qui, pour le mener à bonne fin, ont mis à contribution, sans compter, leur talent et leur énergie.

Une déclaration intempestive

Nous avons sursauté en lisant dans les journaux, samedi dernier, que Sir William Mullock, ancien juge en chef de la Cour Suprême d'Ontario, et vénérable nonagénaire, avait dit qu'il espérait que la province de Québec deviendrait, pour le bien de l'unité nationale, une grande province de langue anglaise. Nous préférons croire que les paroles de Sir William ont été mal rapportées. Mais, quoi qu'il ait dit, rien de fondamental ne changera dans la province de Québec ou parmi les groupes français des provinces à majorité anglaise.

Au point de vue historique et constitutionnel, le Canada est un pays constitué par deux peuples de race et de langue différentes qui vivent sur un pied d'égalité et qui veulent garder leurs caractéristiques distinctives. Que l'anglais soit enseigné davantage dans la province de Québec, ou le français dans les provinces anglaises, cela ne change rien à cette donnée fondamentale. L'unité de langue n'est pas essentielle à l'unité nationale. L'unité dans la diversité, telle est notre devise. C'est elle qui nous a régis depuis le début de la conquête; c'est elle qui inspirera notre conduite dans les années à venir.

Ch. G.

EPHEMERIDES

IL Y A VINGT ANS

LE 20 JANVIER 1921

M. Olivar Asselin fait une conférence au Château Laurier, sous les auspices de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa, sur l'enseignement de l'anglais et la conservation du français.

S.S. Benoit XV invite tous les chrétiens de l'univers à célébrer solennellement, en 1926, le septième centenaire de la mort de saint François d'Assise, fondateur de l'Ordre des Franciscains.

Le froid rigoureux des derniers jours forme un pont de glace au pied des chutes Niagara.

L'Italie craint le retour des Habsbourg sur le trône d'Autriche.

Le programme de M. Aristide Briand comporte le désarmement de l'Allemagne et le paiement des indemnités de guerre.

A TRAVERS LES JOURNAUX

L'aide à la colonisation

LA TRIBUNE. — La colonisation recevra, au cours de la présente session provinciale, une attention spéciale. Il faut s'en réjouir, car la colonisation est à la base de l'agriculture ce que celle-ci est à la base de toute la vie économique.

Le gouvernement de Québec a déjà beaucoup fait pour les colons. Il accorde une aide généreuse à la construction d'écoles, de chapelles et de routes dans les régions neuves. Il accorde des primes de défrichement et de labour aux colons et aide ces derniers à payer l'outillage qui leur est nécessaire, mais le défrichement se fera beaucoup plus vite si, comme le gouvernement entend le faire, il généralise l'utilisation de la force motrice dans les régions de colonisation.

* * *

Entre les experts

L'EVENEMENT JOURNAL. — Les experts discutent le pour et le contre d'une invasion de l'Amérique par la voie des airs; les uns entrevoient le danger comme réellement menaçant sans être imminent; d'autres se tiennent sur la négative et déclarent que l'Amérique est inexpugnable sous ce rapport. Il est tout de même curieux de constater comment les experts se contredisent ou se trompent sur les données majeures d'une question; ils posent les mêmes prémisses et en arrivent à des conclusions diamétralement opposées.

Ainsi M. Henry Stimson, ministre de la Guerre à Washington, dit: "Nous serions très gravement menacés d'une invasion par la voie des airs, si la flotte anglaise était détruite". Le colonel Lindbergh prétend, de son côté, que l'Amérique n'a rien à redouter d'une invasion par les airs; il soutient à l'appui de son assertion, que le rayon des bombardiers ne peut guère dépasser 1,500 ou 2,000 milles, qu'aucune nation ne possède encore des avions de chasse ou de bombardement qui peuvent franchir l'Atlantique d'un seul vol, que l'invasion par les airs ne peut être assurée que par l'établissement de bases de ravitaillement en pleine mer et de bases d'atterrissage sur le continent; enfin, le célèbre aviateur conclut que le Pacifique et l'Atlantique forment les deux barrières pratiquement infranchissables de la défense du pays.

Ces deux opinions se rejoignent sur un point: tant que la flotte britannique gardera la maîtrise des mers, aucune invasion de l'Amérique ne sera possible. Conclusion: aidons l'Angleterre à conserver sa suprématie.

* * *

Il a parlé

LE SOLEIL. — Hitler a jugé nécessaire de faire appel aux ouvriers du Reich pour les engager à redoubler leur effort de guerre. "Si l'Allemagne ne remporte pas la victoire", a-t-il dit, "son nom disparaîtra de la carte du monde". Lancé en un pareil moment, un tel avertissement a de quoi décourager le peuple allemand. C'est une admission. Elle trahit un secret que la propagande allemande aurait bien voulu cacher à l'étranger — l'état d'âme d'une nation à laquelle on avait promis un triomphe sans exemple, après des coups fulgurants et des conquêtes faciles. En quinze mois d'un conflit épouvantable, les Allemands constatent que la présente guerre leur cause plus de mal que celle qu'ils ont perdue en 1918. Car la "Royal Air Force" les harcelle nuit et jour. Leurs plus grands ports de mer ne sont plus que des ruines fumantes; les classes les plus fortunées fuient loin des provinces rhénanes, pour éviter les bombardements; dans les pays que leurs armées occupent, le sabotage détruit leurs magasins et leurs réservoirs d'essence. Ils s'aperçoivent qu'on les a trompés. Et ils doutent du résultat d'une épreuve trop longue pour leurs forces morales et leurs pouvoirs de récupération économique. Et, comme on leur avait promis que leurs ennemis seraient exterminés. Ils ont peur d'être eux-mêmes victimes de cette guerre d'extermination dont ils portent, avec leur fuehrer, la responsabilité. C'est un signe des temps.

Apprenons l'Histoire de notre cher pays

REPONSES AU QUESTIONNAIRE

19—

A—La flûte était un grand navire à fond plat surmonté de deux ou trois mâts à volonté. Le nom est une corruption de "fuste" qui, lui-même dérive du mot italien "fusta" (fût), navire usité à Venise au temps où cette république contrôlait le commerce du monde. Les marins construisaient et employaient fréquemment la flûte pour venir au Canada. Le plus célèbre de ces bateaux est le **Chameau** qui périt sur les côtes canadiennes et coûta la vie à tout un groupe de gentilshommes français venant au pays pour diriger l'administration du pays, y compris l'intendant Guillaume de Chazelles. Ce fut l'un des plus grands désastres maritimes de la colonie. Il s'est créé autour de cet événement une série de légendes qu'on peut encore entendre raconter dans la région du golfe Saint-Laurent.

B—Le premier délégué apstolique au Canada fut Mgr Conroy, un Irlandais. Il arriva à Québec le 24 mai 1877. Il venait en mission spéciale, surtout pour s'enquérir des difficultés qui régnaient dans l'Eglise canadienne. Toute l'agitation venait d'une divergence d'opinion entre les évêques sur la problème du libéralisme. Chaque groupe recevait l'appui d'ardents défenseurs pourvus de journaux et dont les opinions se répandaient jusque dans les partis politiques. L'ingérence politique sévissait et si les principes qu'on défendait étaient de part et d'autre justifiés le zèle des partisans échauffés atteignait parfois à un degré dangereux. Mgr Conroy eut l'occasion de scruter l'opinion, de sonder les répercussions des luttes qui se poursuivaient et il repartit pour Rome afin de porter son rapport au Saint-Père. Il s'arrêta en cours de route à Terreneuve pour saluer un de ses amis, l'évêque de Saint-Jean, et c'est à cet endroit qu'il fut rapidement terrassé. Il mourut au mois de juin 1878. Cette mort causa une forte commotion au pays.

C—L'Acte de Québec est l'une des lois les plus importantes que le parlement britannique ait adoptées à l'égard du Canada. C'est la base de la reconnaissance de tous nos droits, et nos réclamations ont par la suite toujours été appuyées sur les principes invoqués dans ce document. Il consacrait de façon définitive la reconnaissance de la religion catholique et de la langue française, de même que du parlementarisme et de l'accession des Canadiens français aux postes d'administration. Ce bill fut adopté par les chambres anglaises en 1774. Il reçut l'appui de tous les parlementaires anglais de vues larges. Quelques fanatiques crièrent à l'injustice d'une telle mesure. On organisa même des manifestations contre le monarque lorsque George III alla donner son assentiment au bill.

20—

20—

A—Au cours de l'hiver, c'est-à-dire de novembre 1535 à avril 1536 Cartier et les hommes d'équipage de ses navires s'établirent au confluent du Lairet et de la rivière Sainte-Croix. Cartier occupa ses loisirs à enseigner la religion aux Indiens et à étudier les moeurs et la vie des indigènes. Malheureusement le scorbut éclata et commença à exercer ses ravages au milieu de ses compagnons. La contagion fut terrible. Au mois de février 8 moururent, 50 furent contaminés. Privés de tous secours médicaux, les malheureux se mettent en prière. Cartier épingle une image de Notre-Dame de Rocamadour dans la forêt voisine et l'on s'y rend en pèlerinage. De plus Domagaya, Indien bien connu de Cartier, révéla le remède de ses congénères: une décoction d'épinette blanche. C'est ainsi que les marins de Cartier échappèrent à la mort. Le pèlerinage de Rocamadour y contribua aussi.

B—Au début de 1821, le Saint-Siège nomma Mgr Lartigue, coadjuteur de l'évêque de Québec avec résidence à Montréal. Les conditions ne permettaient pas, en effet, d'établir un véritable siège épiscopal. Le 21 janvier, Mgr Plessis consacra le nouvel évêque. De curieuses coïncidences émurent fort les assistants. Le consécrateur et le consacré avaient tous deux reçu le baptême, communié pour la première fois et rempli les fonctions de servants de messe dans cette même église, l'église paroissiale de Montréal.

C—Au fait, la Société Saint-Jean-Baptiste ne peut que théoriquement être considérée comme la société nationale des Canadiens français. Il existe celle de Montréal. On en trouve une à Québec, aux Trois-Rivières et dans nombre d'autres villes, mais ce sont toutes des sociétés différentes n'ayant entre elles que des liens de courtoisie. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal est la plus ancienne, et elle fait figure de société-mère, même la fédération, ce qu'elle n'est pourtant pas. Elle commença son existence au temps où le Canada français commençait à s'agiter et préparait en silence les troubles de 1837. C'est Ludger Duvernay, le directeur de la **Minerve** qui fonda cette société en 1834. Il était journaliste-né et, durant son séjour aux Trois-Rivières il y avait fondé plusieurs journaux qui n'avaient vécu, malheureusement que "l'espace d'un matin", comme dit Malherbe.

TRIBUNE LIBRE

UN COMMUNISTE DEMASQUE

Ottawa, 20 janv., 1941.

Monsieur le Rédacteur,

Dans l'article éditorial du "Droit" de vendredi dernier, 17 courant, portant le titre **"LES APPARENCES PEUVENT ETRE TROMPEUSES"**, et concernant cet individu sinistre qui répond au nom de M. A. Spada, vous avez mis le doigt sur la vraie plaie et vous avez rendu un service inestimable à tant de loyaux canadiens d'origine italienne qui, depuis quelque temps, étaient la cible d'intimidations indignes.

Personne ne pourra vous en louer et vous en féliciter assez.

J'ai suivi cet individu à travers ses écrits et je me suis rendu compte de ses activités depuis qu'il est venu ici au pays. La conclusion à laquelle j'ai dû en venir, c'est que M. Spada étant un véritable communiste (tel en effet le démontrent ses écrits), il est bien plus un danger réel pour le Canada que tant d'autres qui ont été internés.

Venu au Canada sous des prétextes que son dossier aux Bureaux d'Immigration révèle, il fonda à Montréal le journal impie et honteux qu'était "IL RISVEGLIO"; c'est cet hebdomadaire qui a été le principe et la cause première de tous les troubles qui ont frappé les canadiens d'origine italienne.

Ouvertement communiste (il suffit de voir le numéro du premier mai, 1927, du dit "IL RISVEGLIO", que je possède), ce journal causa le désarroi et le désordre au sein des populations canadiennes d'origine italienne et suscita une forte réaction, laquelle, pour contrebalancer le communisme de M. A. Spada, poussa la masse d'origine italienne à sympathiser envers le fascisme; sympathie qui a conduit aux camps de concentration tant de sujets loyaux au Canada.

De Montréal, l'activité de A. Spada étendit ses tentacules à Toronto, à Hamilton, etc. se gardant bien de laisser de côté la ville d'Ottawa. Ici, cependant, il n'eut jamais de succès, car il ne compte ici que trois ou quatre satellites, victimes bien plus de leur ignorance que de leur malice.

Qu'on imagine qu'un de ses satellites d'Ottawa me demanda, en avril dernier, de rayer son nom de l'état d'âmes de la paroisse, car, disait-il, il n'était plus rien, ni catholique, ni protestant; il n'avait qu'un seul idéal, le prolétariat. Lui ayant demandé la raison de ce changement, il me répondit qu'il y avait été induit par l'attitude que le Pape avait prise, car, selon lui, le Pape avait resserré son alliance avec les pays capitalistes; il avait ainsi déclenché la guerre et il continuait à être la cause de son prolongement. Lui ayant demandé quels étaient les pays capitalistes, il me répondit que le premier était l'Angleterre et qu'ensuite venaient les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et l'Italie...; il ajouta que le seul pays qui était resté un pays idéal, bien que non parfait, c'était la Russie... Tels sont les élèves et les disciples de M. A. Spada, bien qu'aujourd'hui, tout comme leur maître, ils se proclament canadiens au deux cent pour cent.

Monsieur le Rédacteur, quant à moi, non seulement je pense, mais j'inculque à mes paroissiens, affligés par l'internement de ceux qui leur sont chers, que personne n'a le droit de critiquer ou d'accuser les autorités d'avoir usé de trop de sévérité en cette mesure de l'internement. Les autorités n'avaient pas seulement le droit, mais le devoir de prendre les mesures qu'elles ont prises. La guerre est la guerre et la sécurité publique doit être la raison suprême. Moi-même, si je savais qu'une personne quelconque pourrait être un danger quelconque, si minime soit-il, pour la sécurité de l'Etat, je me ferais un devoir de conscience de la dénoncer aux autorités, sans me soucier du surnom d'espion, de délateur ou d'autres qu'on pourrait me lancer. Ce serait cependant une chose déplorable si des gens comme M. A. Spada et ses satellites, s'improvisant ultra-patriotes, avaient pu avoir une influence quelconque, directe ou indirecte, pour faire interner des canadiens d'origine italienne, pour ruiner tant de bonnes et honnêtes familles, pour assouvir de vieilles rancoeurs, etc.

Sachez, Monsieur le Rédacteur, qu'il n'y a que quelques semaines, j'ai entendu personnellement M. A. Spada qui feignait de compatir au triste sort des italiens internés pour tenter de persuader ceux qui l'écoutaient, à lui prêter leur coopération pour l'union de tous les italiens du Canada; selon lui, cette union devait réussir à constituer une force imposante pour se présenter ensuite au Gouvernement et demander la liberté des prisonniers de guerre. Et ce n'était guère que deux ou trois jours après qu'il nous revenait avec ses entrevues accordées aux journaux et qu'il soutenait l'existence de prétendues "cinquièmes colonnes" parmi les canadiens d'origine italienne. Il poussait l'audace et l'hypocrisie jusqu'à menacer de faire, Dieu sait quelles, d'importantes et terribles révélations.

Peut-être faisait-il cela pour imiter les soi-disant courageux qui, lorsqu'ils passent devant un cimetière la nuit, sifflent et chantent pour mieux dissimuler leurs craintes? M. Spada, en effet, était au courant du fait que son fameux journal "IL RISVEGLIO", qu'il croyait la mort et enterré, avait été ressuscité et signalé à qui de droit, seulement pour mettre l'autorité au courant des idées communistes dont il était le héraut.

Encore une fois, Mosieur le Rédacteur, vous avez rendu raison à la justice par votre journal et par votre article et pour cela, vous méritez d'être signalé à la reconnaissance de tant de loyaux, honnêtes et braves canadiens d'origine italienne. J'insiste sur cette expression, canadiens d'origine italienne, parce que je suis certain que de Vancouver à Halifax, sur un nombre de 100,000 italiens, on n'en trouvera difficilement plus d'une cinquantaine qui ne soient pas nés au pays ou qui n'aient, au moins, leurs certificats de naturalisation. Cela démontre l'absurdité de la prétentieuse affirmation de M. Spada qui voudrait initier un mouvement pour une Libre Italie et pour des Italiens libres.

Père S. M. CHELI, O.S.M.

POUR SOIGNER LA

GRIPPE

LES VÉRITABLES PASTILLES VALDA

antiseptique volatil incomparable

seules sont efficaces

Adieu, Paris!

Commentaires sur l'évacuation de la capitale française

10 mai - 17 juin 1940

par

SIMONE ROUTIER

Auteur de "Paris-Amour-Deauville"

UN CURIEUX COUP DE TONNERRE

Une détonation ébranle toute la gare. Un officier me dit que ce n'est qu'un coup de tonnerre. C'est plausible, il pleut, en effet, des hallebardes, depuis quelques minutes, sur la verrière des quais. Comme on tarde à afficher les trains! Si le mien allait ne pas partir! Il y a déjà deux heures que je ne devrais plus être là. Rumeurs, tumulte, on traverse soudain la foule avec un jeune homme encadré de baïonnettes. Une femme assure que c'est lui qui a lancé la bombe tout à l'heure. Maintenant qu'il est arrêté, on inscrira au grand tableau l'horaire des trains.

COMMENT DES FAMILLES SE PERDENT

Il y a des groupes de réfugiés du Nord qu'on dirige, gratuitement, vers Poitiers. De leur train ils nous interpellent: "Où va le vôtre?" Quand on leur dit que c'est à Bordeaux, certains s'autorisent à quitter leur convoi organisé pour traverser les voies et monter dans nos wagons. Ce n'est pas autrement que des familles ont été dispersées.

LES PARISIENS A ANGOULEME

Cette seconde arrivée à Angoulême, dans la nuit du 12 au 13 juin, m'offre un tableau encore plus triste que la première fois. La gare est encore envahie de réfugiés; aujourd'hui ce ne sont plus des Belges, mais des Français! Pouvions-nous croire que ceux-là qui secouraient, il y a trois semaines à peine, seraient si tôt à secourir eux-mêmes? Impuissants à les loger, on se les renvoie de Tours à Poitiers, de Poitiers à Angoulême pour, là encore, leur dire de "chercher plus loin". Tout n'a-t-il pas été donné aux réfugiés belges dont le nombre de ceux qui sont restés en France atteint quatre millions? On m'interroge, comme les autres avec détresse, descendant en vitesse des wagons à bestiaux: "Croyez-vous, mademoiselle, que je trouverai ici une chambre?"

COUCHEES SUR LE TROTTOIR

Ne faudra-t-il pas dresser des centaines de tentes dans les champs pour abriter tous ces gens? On parle d'évacuer les Belges dans les colonies.

Il y a là des mères au visage bariolé d'insomnie, mal odorantes des indigestions du dernier-né, épuisées, anéanties, couchées sur le trottoir, accroupies à même le sol avec des ribambelles de petites mains sales, de petits visages affamés pendus à leurs flancs.

FUITE

On a quitté la Capitale par familles, la valise sur le dos, le gosse à la main. Plus de la moitié de la population parisienne, évalue-t-on, grouille actuellement sur les routes de province avec ses draps, sa literie, ses chiens et tout ce qui a pu être sauvé, dans les véhicules dont on disposait. Que de voitures d'enfant, qui avaient servi à Paris à des marchandes de fleurs, à transporter les provisions du marché, font ici office de porte-paquets. Pourvu que la chose ait des roues, elle est utilisable. N'a-t-on pas vu, venant du Nord, même des faucheuses mues par des tracteurs ou par des chevaux, avec le vieillard ou les effets sur le siège? La bicyclette, en ces circonstances, n'avait point son égal. L'épouse ou l'amie sur le porte-bagage derrière le père, le colis devant, sur le guidon, couronné assez souvent d'un enfant. Quelle lugubre parodie des "beaux dimanches" des panneaux-réclames et des loisirs organisés!

Ici, une voiture endommagée ou qui n'avait plus d'essence refuse d'aller plus loin. Là ce sont les occupants qui succombent avant elle. Dans ce dernier cas elle est aussitôt allégée de ses cadavres et envahie par des corps, pour le moment, plus chauds.

Qui composera jamais le livre terrifiant ou sera consigné le détail de ces milliers, de ces millions de tragédies, de détresses enchevêtrées et incohérentes? On a entendu rêver tout haut de communisme, de "ce zèle amer de l'égalitarisme," en France même. N'en voilà-t-il pas un parfait exemple quoiqu'il soit libellé fasciste?

J'AI PERDU LE SOMMEIL AVEC TOUT LE RESTE

Mon projet était de dormir à la cantine de la gare, le menton dans la main à une des tables. A mon grand étonnement je ne puis fermer les yeux; des cercles de fer me tiennent les paupières grandes ouvertes: j'ai perdu le sommeil. D'après le sais tout "un animal tenu éveillé de force succombe au bout de 4 à 5 jours. Le jeune chien devient irritable et méchant, il mord ses compagnons, il se réfugie dans l'angle obscur de la niche. Après 3 ou 4 jours, il ne peut plus se tenir sur ses pattes, sa tête s'inclinant en avant, il meurt bientôt au milieu de convulsions généralisées." Je n'ai en ce moment plus de niche ou chercher l'angle obscur, et mes pattes tiennent encore; mais peut-être les convulsions me quettent-elles pour demain . . .

On peut se procurer ce volume, en s'adressant à l'auteur même ou au "Droit", Ottawa, Ont.

(Tous droits réservés)